



## VILLE DE COGOLIN

### ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2024/176

**EMPIETEMENT SUR CHAUSSEE + DEROGATION DE TONNAGE – MONTEE SAINT-ROCH  
ENTREPRISE « SNEF » pour le compte de « ENEDIS »  
Tranchée pour raccordement électrique**

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L.111-1, L.113-2, L.113-4, L.113-7, L.115-1, L.118-1, L.141-11, R.116-2, R.141-13 et suivants et le chapitre VI du titre Ier du livre Ier,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2122-1 et L.2132-2,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment les articles L.47, R.20-45 à R.20-54,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 octobre 2022 portant sur le règlement de voirie communale,

**Considérant la demande de l'entreprise « SNEF » 836, RD 97 – 83130 LA GARDE, en date du 14 février 2024, afin de procéder à une tranchée pour raccordement électrique, montée Saint-Roch, du lundi 04 au lundi 25 mars 2024,**

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers,  
Vu l'intérêt général,

### ARRETE

#### ARTICLE 1

En raison des travaux, la circulation des véhicules pourra être ralentie, montée Saint-Roch. L'entreprise « SNEF » sera autorisée à occuper une partie du trottoir de ladite montée :

du lundi 04 au lundi 25 mars 2024  
de 8H à 17H

Une pause méridienne est imposée à toutes les entreprises entre 12H30 et 13H30

**Une dérogation de tonnage est accordée à l'entreprise « SNEF », le temps des travaux.**

#### ARTICLE 2

Le pétitionnaire est responsable de la mise en place de la signalisation et du balisage du chantier, de son maintien pendant les travaux, ainsi que de la circulation publique à proximité du chantier par la mise en place des panneaux.

#### ARTICLE 3

Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux. Tous les dommages éventuellement causés par les travaux feront l'objet d'une remise en état aux frais de l'entreprise. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont la mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

#### ARTICLE 4

Le présent arrêté devra être obligatoirement affiché 48 heures à l'avance par le pétitionnaire.

#### ARTICLE 5

En cas d'infraction aux prescriptions du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.411-26 du code de la route, tout conducteur sera puni de l'amende prévue, et il sera prévu l'enlèvement du véhicule aux frais du contrevenant et à ses risques et périls.

#### ARTICLE 6

La circulation des véhicules de secours, police, pompiers et ambulances ainsi que les riverains devra être maintenue en permanence.

#### ARTICLE 7

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le Chef de centre des sapeurs-pompiers de Grimaud, Monsieur le Directeur de la police municipale de Cogolin, Monsieur le Directeur des services techniques, l'intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée.

Fait à Cogolin, le 16 février 2024

L'adjointe déléguée,

Audrey TROIN



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,  
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Formalités de publicité effectuées le : 21/02/2024

N° 2024/122 Notifié le :

ARRETE N° 2024/176